

## Fin de la récréation de Washington face à Pékin Le retour des Etats-Unis en Afrique

Par Abdelhak Bassou

### Résumé

L'arène africaine n'est qu'un épisode dans le feuilleton sino-américain, mais l'importance du continent comme opportunité pour les grandes puissances en fait également un espace où s'expriment les rivalités de ces puissances. C'est sous cette enseigne que pourrait se lire l'amorce du retour de l'Afrique dans l'agenda des intérêts américains.

### Introduction

L'arrivée de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis d'Amérique avait mis en exergue les tensions entre les USA et la Chine. Le président américain se singularise par l'expression crue, sans détours et sans souci du politiquement correct, de ce que d'autres présidents ou responsables du monde entourent d'habillages diplomatiques ou de manœuvres protocolaires. Sa manière met, donc, au grand jour des tensions qui existaient bien avant lui, avec les mêmes degrés d'acuité. La guerre économique que Trump déclare à la Chine se décline sous forme de nouvelles mesures économiques, tangibles, certes, mais le climat de tension entre les deux pays ne date pas de l'ère de l'actuel locataire de la Maison blanche.

La rivalité sino-américaine est décrite par Henry Kissinger<sup>1</sup> comme celle habituellement connue entre une puissance établie et une puissance en ascension (ici les USA et la Chine). Henry Kissinger cite une étude de Harvard qui a montré que sur les 15 cas historiques similaires étudiés, dix se sont terminés par une guerre. Cette guerre peut-elle s'exprimer dans le domaine économique-commercial, c'est ce qui semble ressortir de la politique de Trump vis-à-vis de la Chine.

La compétition/rivalité entre les USA et la Chine s'érige, donc, en véritable bataille géostratégique et géoéconomique dont l'Afrique est l'un des principaux théâtres. Les Américains ne citent pas expressément

1. Henry Kissinger. L'Ordre du Monde. 2016, Fayard, page 220. Version originale, World order, Penguin Press, New York, 2014.

l'Afrique dans leurs documents stratégiques, mais les différents commentaires des hommes politiques n'hésitent pas à désigner le continent comme une arène des combats sino-américains.

Si la Chine passe pour être la puissance la plus et la mieux implantée dans le continent, ce dernier semble de nos jours retenir également l'attention des USA avec, comme mobile déclaré, l'intérêt que portent les hommes d'affaires américains aux potentialités africaines et, comme objectifs non-dits, celui de contrarier l'avancée chinoise dans le continent noir, notamment à travers le projet "la ceinture et la route".

Une analyse, objet d'un rapport intitulé : "Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2018", conclut que les dirigeants chinois cherchent de plus en plus à exploiter la croissance économique, la dynamique diplomatique et le poids militaire pour établir la prééminence régionale et élargir l'influence de leur pays à travers le projet « Initiative ceinture et route » (IRB). Le même rapport ajoute que les pays participant à l'IRB pourraient développer une dépendance économique à l'égard des capitaux chinois et que Pékin pourrait exploiter cette dépendance pour mieux servir ses intérêts<sup>2</sup> :

**« China's leaders increasingly seek to leverage China's growing economic, diplomatic, and military clout to establish regional preeminence and expand the country's international influence. "One Belt, One Road," now renamed the "Belt and Road Initiative" (BRI), is intended to develop strong economic ties with other countries, shape their interests to align with China's, and deter confrontation or criticism of China's approach to sensitive issues. Countries participating in BRI could develop economic dependence on Chinese capital, which China could leverage to achieve its interests. For example, in July 2017, Sri Lanka and a Chinese state-owned enterprise (SOE) signed a 99-year lease for Hambantota Port, following similar deals in Piraeus, Greece, and Darwin, Australia ».**

2. Les Sénateurs républicains, qui accusent la Chine de piéger certaines nations pauvres par la dette pour, ensuite, prendre le contrôle de plusieurs infrastructures, ont poussé l'administration à se doter d'un outil de diplomatie économique destiné à contrecarrer l'influence de Pékin en Afrique. C'est ce qui favorise la création, dans le cadre du BUILD Act 2018, de "la Société de financement du développement international (IDFC)"

Aux yeux des Américains, la Chine cherche à influencer la politique et l'économie du monde. Pour Mike Pence, si la Chine s'est depuis longtemps adonnée au « vol de propriété intellectuelle américaine » et à la « pratique prédatrice des transferts forcés de technologie », la vraie menace qu'elle représente pour les USA réside dans ses ambitions d'influer sur l'opinion publique américaine, faisant allusion aux élections de mi-mandat de novembre 2018<sup>3</sup>.

Les USA ont-ils aujourd'hui un retard à combler en Afrique par rapport à la Chine ? Si oui, peuvent-ils le combler ? Un bref rappel de l'histoire récente des deux puissances avec l'Afrique s'impose avant de se pencher sur les tenants et aboutissants des actions récentes.

## La Chine et l'Afrique

L'implantation chinoise en Afrique, qui revêt aujourd'hui un aspect principalement économique, ne répondait pas, à ses débuts, aux seuls objectifs mercantiles. Les motivations des relations Sino-africaines s'incarnaient dans un triptyque :

- Eviter le risque d'isolement international, après la sanglante répression de Tienanmen ;
- Assurer la marginalisation diplomatique de Taïwan, en s'assurant l'alliance des pays africains et ;
- La sécurisation de l'accès aux matières premières et à de nouveaux marchés.

Dès la Conférence de Bandoeng d'avril 1955, la Chine avait exprimé son intérêt pour l'Afrique et fixé les principes directeurs de sa politique africaine basée, essentiellement, sur la non-ingérence dans les affaires intérieures ; le respect des souverainetés nationales et la coexistence pacifique. Quoi de plus attirant pour un continent qui sortait, alors, d'un siècle de colonisation durant lequel, l'Occident s'était ingéré dans les affaires intérieures de l'Afrique, en bafouant les souverainetés de ses Etats. Entre les années 60 et 80, la Chine développe

3. Discours de Mike Pence le 4 octobre 2018, devant le Hudson Institute. Le Vice-président américain y a notamment souligné que : « la Chine a lancé un effort sans précédent pour influencer l'opinion publique américaine et les élections de 2018...La Chine veut un président américain différent. Les Chinois ont spécifiquement ciblé les industries et les Etats qui joueraient un rôle important lors des élections de 2018. Selon une estimation, plus de 80 % des comtés américains visés par la Chine ont voté pour le président Trump en 2016. La Chine veut retourner ces électeurs contre notre administration... Pékin a mobilisé des acteurs secrets, des sociétés-écrans et des moyens de propagande pour modifier la perception des Américains à l'égard des politiques chinoises ».

surtout une entente politique, idéologique et de compréhension envers un continent révolté. La Chine et l'Afrique étaient, surtout, reliés par le sentiment hostile à l'impérialisme occidental et les Chinois tentaient d'y ancrer une aversion envers le "social impérialisme" soviétique. Ce n'est qu'à la fin du siècle dernier (décembre 1999) que la Chine, à travers la Commission nationale de développement et de réforme (National Development and Reform Commission, NDRC), annonçait à l'égard de l'Afrique une politique incitative qui encourage les entreprises chinoises à y aller à la recherche de débouchés. De seulement 10,6 milliards de Dollars US, en 2000, les échanges entre la Chine et l'Afrique ont atteint 170 milliards de dollars, en 2017, soit près de 16 fois plus. Durant le premier semestre de 2018, le volume des échanges entre la Chine et l'Afrique était déjà de 98,8 milliards de dollars US.

Selon une enquête menée en 2017 par la société de conseil internationale, McKinsey, il s'avère que :

- Sur plus de 1 000 entreprises chinoises interrogées, 89% des employés sont Africains ;
- Au cours des trois dernières années, environ 48% des entreprises chinoises ont introduit de nouveaux produits ou services en Afrique et 36% ont introduit de nouvelles technologies ;
- Pour les 50 responsables gouvernementaux africains interrogés, les partenaires chinois ont achevé des projets d'infrastructure à moindre coût et de manière efficace.

## Les USA et l'Afrique

Quoique toujours assimilés à l'impérialisme occidental, les Etats-Unis d'Amérique, et contrairement à l'Europe, ne sont pas une ancienne puissance coloniale. Le caractère impérialiste dont les Africains revêtent les USA, date de la Guerre froide. Durant cette période, plusieurs régimes africains issus de coups d'Etat ou des révolutions se disant socio-communistes initiés par les soviétiques, s'érigaient en révolutionnaires vouant une haine viscérale au monde occidental, les Etats-Unis en tête. La politique africaine des USA après la Seconde Guerre mondiale (1947-1989) se focalisait quasiment sur un objectif unique : La lutte contre l'expansion du communisme.

Durant les années 60 et 70, il est remarqué un certain intérêt des USA à la présence chinoise en Afrique, notamment en Ethiopie. Un rapport spécial est élaboré

par la CIA en février 1972 sous le titre « China's Role in Africa » met surtout l'accent sur la rivalité sino-soviétique dans le continent. Cependant, ce rapport cite parmi les motivations de la Chine en Afrique, la réduction de l'influence américaine.

**Nevertheless, as an increasing number of African colonies gained independence during the early 1960s, China stepped up its efforts to gain influence, mainly to match Soviet moves. The Chinese were also trying to counter the rival overtures of the Nationalist regime on Taiwan and reduce US influence on the continent. As Chinese**

C'est ainsi que dès la chute du Mur de Berlin, l'Afrique perd tout intérêt stratégique aux yeux des Américains. Force est de constater que de Georges Bush senior à Bill Clinton, les politiques américaines envers l'Afrique ont été soit inexistantes (G. Bush sénior), soit idéalistes et paternalistes (Clinton)<sup>4</sup>.

"L'African Growth and Opportunity Act", promulgué par Clinton en fin de mandat, donne, certes, un coup de fouet aux échanges entre l'Afrique et les USA, mais l'initiative reste sélective aussi bien au regard des pays qui y participent qu'en termes de produits concernés.

Après les attentats du 11 Septembre 2001, les Américains avaient décidé de redéfinir de nouvelles zones d'intérêt stratégique, notamment en matière de lutte contre le terrorisme et diversification des sources d'approvisionnement en énergie, et l'Afrique retrouve une place dans la stratégie américaine :

- L'aide à Djibouti passe de 3 à 10 milliards. Les Américains y installent une base régionale de lutte contre le terrorisme qui couvre Al Qaeda en Afrique de l'Est.
- Le Moyen-Orient devient une zone à haut risque pour l'approvisionnement en pétrole des USA et les géostratégies américaines se tournent vers le continent africain. Il est à relever que les importations américaines de pétrole en provenance de l'Afrique entre 2000 à 2007 avaient augmenté de 63 %.

La période post-11 Septembre avait fait de l'Afrique une zone stratégique pour les USA, qui avaient dès lors, renforcé leur présence dans le continent. L'enseigne brandie avait régulièrement été la paix et la sécurité dans le monde, édulcorée d'une volonté annoncée de

4. Voir : "LA POLITIQUE AFRICAINE DES ETATS-UNIS DE 1947 À 2005 : DE L'ENGAGEMENT SÉLECTIF À LA POLITIQUE DE «LEGACY»" Mamadou Ka ; Collège Universitaire de Saint Boniface Winnipeg, Manitoba, Canada.

développement du continent, mais les vrais mobiles étant comme toujours servir les intérêts économiques et stratégiques des USA.

## I. Désintérêt américain pour l'Afrique

L'histoire récente des relations des deux puissances avec l'Afrique montre, donc, des politiques, sinon opposées, du moins différentes. Autant la Chine avait, dès les années 60, entamé avec l'Afrique des relations progressives, autant les USA avaient adopté des attitudes en dents de scie en fonction des conjonctures internationales et les propres intérêts étatsuniens.

Les dernières mutations dans la politique américaine envers l'Afrique font suite à une période de désintérêt américain pour le continent. Barak Obama, sur lequel les Africains fondaient beaucoup d'espairs, a fini par les décevoir<sup>5</sup>. Donald Trump s'est fait distinguer, dès le début de son mandat, par des propos grossiers et indécents qui traduisent, non-seulement du désintérêt, mais quasiment du mépris pour le continent. Sous les deux présidents, l'Afrique semblait en marge de la politique américaine.

Cependant, en 2018, l'attitude américaine envers l'Afrique connaît un revirement et des mesures américaines concernant l'Afrique commencent à pointer, dénotant d'un intérêt qui paraît, à première vue, soudain et imprévu ; mais qui, à l'analyse, trouve ses fondements dans l'attitude de Donald Trump envers les autres puissances du monde, la Chine principalement. Un rapport intitulé « **Ethiopia's Strategic Importance, US National Security Interests at Risk in the Horn of Africa** », datant de septembre 2018, juge que l'Ethiopie est d'une importance stratégique capitale pour les USA. Deux pays sont cités en antagonisme aux intérêts américains : la Chine et la Russie.

Le réveil américain en Afrique est dû à la présence chinoise mais également à un début de retour de l'héritier de l'Union soviétique.

5. L'homme d'affaires et philanthrope soudanais Mo Ibrahim déclarait en 2013, cinq ans après l'avènement d'Obama ; « ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est à un retrait progressif mais continu des Etats-Unis en Afrique. Pour nous, c'est d'autant plus déconcertant que cela se passe alors même qu'un fils de notre continent est à la Maison Blanche ».

Dès janvier 2018, le 30ème Sommet de l'Union africaine qui se tient à Addis-Abeba, en Ethiopie, va constituer pour le président Trump une occasion pour se réconcilier avec les dirigeants africains et amorcer le virage de la politique de son pays vis-à-vis du continent. Dans sa lettre du 26 janvier, au président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, aux Chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi qu'aux délégations réunies à Addis-Abeba, Donald Trump change le ton insultant de son début de mandat et souligne « que les États-Unis respectent infiniment les Africains », et affirme son « engagement pour des relations solides et respectueuses avec les États africains en tant que nations souveraines ».

En mai 2018, le secrétaire d'Etat américain effectue une tournée de 5 jours en Afrique qui le conduit successivement dans cinq pays : l'Éthiopie, Djibouti, le Kenya, le Tchad et le Nigeria. La visite de Tillerson s'inscrivait dans la nouvelle politique de Trump ; une politique qui s'intéresse à l'Afrique.

La nouvelle orientation de la politique américaine en Afrique est mise en Application à travers trois moments :

### 1. La nomination d'un secrétaire d'Etat-adjoint au Bureau des affaires africaines<sup>6</sup>

A son arrivée à la présidence des Etats-Unis d'Amérique, Donald Trump n'hésitait pas à afficher vis-à-vis de l'Afrique une indifférence qui frôle le mépris. Si les militaires américains continuaient à entretenir leurs activités dans le continent, l'administration politique et les sphères économiques ne montraient aucun intérêt pour l'Afrique. Pire, le président montrait une ignorance, vraie ou simulée, du continent au point de se tromper de noms de certaines capitales africaines ou de reconnaître ne rien savoir sur les autres.

Plusieurs mois après sa prestation de serment comme président des Etats Unis, Trump n'avait toujours pas de secrétaire d'Etat-adjoint pour l'Afrique et plusieurs postes d'ambassadeurs restaient vacants. Ce n'est qu'au

6. Le Bureau des affaires africaines du département d'Etat est chargé de l'élaboration et de la gestion de la politique américaine concernant le continent. Quatre piliers constituent le fondement de la politique américaine à l'égard de l'Afrique :

- Renforcer les institutions démocratiques.
- Soutenir la croissance économique et le développement.
- Faire progresser la paix et la sécurité.
- Promouvoir les opportunités et le développement.

deuxième trimestre de 2017 que la Maison Blanche prend une première mesure pour le dossier africain :

- Le gouvernement a reporté la décision de lever définitivement les sanctions contre le Soudan.
- Cyril Sartor de la CIA est nommé haut responsable pour l'Afrique au Conseil de sécurité nationale américain.
- L'universitaire Peter Pham, spécialiste de l'Afrique, est pressenti par l'administration américaine pour le poste de Secrétaire d'Etat-adjoint aux affaires africaines. Ce projet sera avorté, suite à la farouche opposition du sénateur de l'Oklahoma, James Inhofe, qui juge que Pham est très proche du Maroc et que cette nomination nuirait à la résolution de la question du Sahara.

Il fallait attendre une année pour que les affaires africaines au sein de l'administration américaine soient confiées à un responsable. Nommé en mai 2018, Tibor Nagy<sup>7</sup> est auditionné et confirmé par le Congrès un mois plus tard en tant Secrétaire d'Etat-adjoint chargé des Affaires africaines. Il prend ses fonctions le 23 juillet 2018.

Le nouveau responsable semble affectionner son rôle et le lie aux solides relations qu'il a tissées avec le continent durant les 20 années qu'il y a passées. Il dit vouloir regarder l'Afrique à travers le pare-brise et non dans le rétroviseur. Ses préconisations pour l'Afrique sont clairement définies lors de son intervention devant Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Représentants, le 12 décembre 2018. Un discours où la Chine reste au centre des préoccupations américaines : " ... et la Chine s'affirme sur le continent en matière économique, militaire et politique. Nous devons rester une alternative positive et indiquer clairement que l'engagement avec les États-Unis sera synonyme d'une plus grande prospérité et d'une plus grande sécurité pour l'Afrique..."

7. Tibor Nagy a prêté serment le 17 septembre, comme secrétaire d'Etat-adjoint au Bureau des affaires africaines. L'ambassadeur Nagy est un diplomate retraité. Il a passé 32 ans au service de l'État américain, notamment comme ambassadeur en Éthiopie (1999-2002) et en Guinée (1996-1999), après avoir été chef de mission-adjoint au Nigéria (1993-1995), au Cameroun (1990-1993) et au Togo (1987-1990). Détenteur d'une licence de la Texas Tech University, il a obtenu son diplôme en sciences de l'administration à la George Washington University.

## 2. L'adoption du BUILD act

Le 3 octobre 2018, le Sénat américain a adopté, à 93 voix contre 6, le BUILD<sup>8</sup> act. Le texte a été signé par le président américain deux jours plus tard. Cette loi crée une nouvelle agence : "la Société de financement du développement international (IDFC)". Le large consensus recueilli par cette loi démontre que si Démocrates et Républicains développent des avis et des philosophies divergentes sur plusieurs points des politiques américaines, ils convergent quant à l'influence économique de la Chine dans le monde à travers son projet de ceinture et de route. Si la loi elle-même ne s'identifie pas comme une mesure visant la Chine ou sa présence en Afrique, il apparaît clairement du timing de son élaboration et de son adoption, ainsi que des commentaires de personnalités proches du projet, que c'est un outil destiné à servir les USA dans leur rivalité avec la Chine dans le monde en général, en Afrique en particulier.

BUILD augmente considérablement la capacité des États-Unis à fournir le financement nécessaire aux grands projets d'infrastructures et autres à l'étranger, en particulier en Afrique, où la Chine, l'Europe et d'autres offrent des financements supérieurs à ceux actuellement offerts par les États-Unis.

Le but essentiel et primordial de l'IDFC est de combler le déficit d'infrastructure en Afrique estimé, selon la BAD, entre 13 et 170 milliards de dollars par an. Ce déficit touche les secteurs du transport, des TIC, du logement, de la santé et de l'énergie.

## 3. Le discours de Bolton à la Right Wing Heritage Foundation

Le 18 décembre 2018, John Bolton, conseiller à la sécurité nationale du président Trump prononce à la Right Wing Heritage Foundation un discours où il a décortiqué la nouvelle stratégie américaine pour l'Afrique.

8. "Better Utilization of Investments Leading to Development." La littérature développée aux USA autour de cette loi la présente comme un moyen novateur de mobiliser les capitaux du secteur privé dans les pays en développement pour la construction d'infrastructures, la création de premiers accès à l'électricité, la création d'entreprises génératrices d'emplois, afin de réduire les besoins de ces pays en développement pour l'aide étrangère américaine. Elle vise à moderniser l'engagement de l'Amérique dans les pays en développement pour le rapprocher d'un véritable partenariat.

Cette stratégie vise une double cible. Neutraliser les actions préjudiciables aux USA des deux rivaux, la Chine et la Russie, qui « ciblent de manière délibérée et agressive leurs investissements dans la région pour accroître leurs avantages comparatifs sur les Etats-Unis ».

Le discours de Bolton s'articule autour de trois objectifs :

- **Réorienter l'aide américaine à l'Afrique**

L'administration américaine est désormais soucieuse des résultats que ses aides à l'Afrique doivent générer. Les USA conditionnent leur soutien aux pays du continent par une obligation de résultats en termes de gouvernance qui doit assurer stabilité et transparence ; de développement économique qui puisse instaurer une paix sociale et de sécurité qui mène vers une paix durable. Pour John Bolton, l'ancien modèle d'assistance est révolu, car il se résume en une « aide sans effet, une assistance sans obligation de rendre des comptes et un secours sans réforme.

- **Réduire, sinon couper, les participations américaines au financement des opérations de maintien de la paix dont la moitié concerne l'Afrique<sup>9</sup>**

Les USA remettent en cause les missions de maintien de la paix de l'ONU, dont certaines durent sans aboutir à des résultats concrets. Cette manière de voir semble exprimer la volonté des Américains de ne plus financer la paix et assurer un climat de stabilité qui profite plutôt à la Chine.

- **Stigmatiser les actions de la Chine et de la Russie en Afrique**

Bolton n'hésite pas à reprocher à la Chine de recourir « à des pots-de-vin, à des accords opaques et à l'utilisation stratégique de la dette pour maintenir les États d'Afrique captifs des exigences de Pékin<sup>10</sup> ». Les Russes, quant à eux, sont accusés d'échanger « des ventes d'armes et d'énergie contre des votes aux Nations-Unies ». Le responsable américain reproche aux deux pays de freiner la croissance économique en Afrique, de menacer

9. « Les États-Unis ne fourniront plus d'assistance aveugle sur l'ensemble du continent, sans concentration ni priorité ... Nous ne soutiendrons plus les missions de maintien de la paix des Nations-Unies improductives, infructueuses et irresponsables », avait déclaré Bolton dans son discours le 13 décembre.

10. Ce cas pourrait bien s'illustrer dans l'affaire du port de Mombassa : Le gouvernement kenyan sera peut-être contraint de céder la gestion de son principal port à son créancier chinois. Le prêt en question est estimé à 4,3 milliards d'Euros ayant servi à financer la construction de deux tronçons de la ligne ferroviaire entre Nairobi et Mombassa.

l'indépendance financière des pays africains, et d'entraver les possibilités d'investissement des Etats-Unis.

## II. Le cas de l'Ethiopie. Une pièce maitresse dans le projet chinois IBR, et un important centre d'intérêt pour les USA

### 1. L'Ethiopie vue de Chine

La CIA soupçonnait les liens entre la Chine et l'Ethiopie dès les années 70. Son rapport du 28 mars 1977, intitulé « The Ethiopian Revolution and its implications » révèle des petites livraisons d'armes chinoises à l'Ethiopie -même si le volume de ces livraisons n'égalait pas celui des soviétiques- et signale de possibles relations, dans le futur, entre les deux pays.

90. The military regime, as part of its general campaign to improve ties with Communist countries, has expanded Ethiopian contacts with China. Peking is the largest single source of Communist economic assistance, and it has provided a supply of small arms and ammunition, but its arms aid—and its influence—is unlikely to match that of the Soviet Union. There is a strong ideological affinity between the Ethiopians and the Chinese; the military leaders view China in particular as a model for economic and social development. Over the longer term, we believe there are good possibilities of a closer Chinese-Ethiopian relationship; for now, these possibilities are limited by Ethiopia's immediate need to shift the Soviets away from their pro-Somali tilt.

La CIA, prévoyait un rapprochement à base idéologique plutôt qu'économique ou mercantile. La prophétie des Services américains se réalisa vers la fin du siècle dernier; et à première vue pas très motivés pour des intérêts purement économiques.

Effectivement, vu sa pauvreté en ressources naturelles, le pays ne résiste pas à la comparaison avec certains de ses pairs africains comme le Nigéria, la RDC ou l'Angola. Le peu de pétrole et de gaz dont il dispose est localisé à Ogaden, une région dangereuse où neuf ouvriers chinois du bureau d'exploration pétrolière Zhongyuan étaient tués et sept autres kidnappés par le Front de libération

nationale de l'Ogaden (FNLO) en 2007. L'Éthiopie se situe, par ailleurs, au cœur de la corne de l'Afrique, une zone de haute turbulence<sup>11</sup>.

Le lien idéologique n'est cependant pas le seul facteur d'attrait considéré par les Chinois dans leurs relations avec l'Éthiopie. Le pays semble, donc, avoir d'autres motifs d'attrait pour que la Chine y tienne. Au fait, l'importance du pays est stratégique :

- Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie, abrite le siège de l'Union africaine (UA) ainsi que de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations-Unies ;
- Le pays contrôle les sources du Nil bleu (lac Tana) ;
- La stabilité politique du pays (entre 1995 et 2015) est aux yeux de la Chine un avantage considérable.
- Avec l'apparition de l'initiative chinoise la Ceinture et la Route, l'emplacement stratégique de l'Éthiopie prend encore plus d'importance aux yeux de Pékin ; en témoigne la construction de la ligne des chemins de fer Djibouti-Addis-Abeba.

Quoiqu'enclavée, l'Éthiopie est un pays stratégique. Sa position de pays jouissant d'une certaine stabilité au milieu du volcan géopolitique qu'est la Corne de l'Afrique, en fait la clé de voûte de la région. Cette position stratégique et cette stabilité sont renforcées par le poids démographique et l'étendue du territoire. Cette position stratégique prend des dimensions plus importantes avec l'initiative chinoise la Ceinture et la Route.

## 2. L'Éthiopie dans la stratégie américaine

### Un intérêt de longue date

L'intérêt américain pour l'Éthiopie n'est pas récent. Durant la Guerre froide, les deux puissances (USA et URSS) rivalisaient dans la Corne de l'Afrique, zone stratégique. L'Éthiopie s'est balancée entre les deux, abondant selon les conjonctures vers l'une ou l'autre des puissances. Durant cette période de Guerre froide, les USA ne se sont jamais désintéressés de l'Éthiopie, comme en témoigne le nombre important de documents de la CIA, aujourd'hui déclassifiés. L'un d'entre ces documents, datant du 1er mai 1976, reconnaît que les relations entre les USA et l'Éthiopie sont amicales mais pas étroites, avant

d'ajouter que le pays reste dépendant de l'assistance militaire américaine, en dépit des tentatives du conseil éthiopien de renforcer les liens avec les non-alignés et les communistes.

Approved For Release 2002/10/30 : CIA-RDP85T00353R000100280001-5

SECRET

25X1

VI. Ethiopia's relations with the US are generally friendly but not close.

A. The council has placed emphasis on strengthening Ethiopia's non-aligned credentials and broadening relations with communist countries, but Ethiopia's continued reliance on US military assistance restrains the council from seriously jeopardizing the ties with Washington.

Selon le site officiel du département d'Etat américain, « Les relations diplomatiques entre l'Éthiopie et les États-Unis sont importantes, complexes et axées sur quatre grands objectifs :

- Protéger les citoyens américains ;
- Renforcer les institutions démocratiques et développer les droits de l'homme ;
- Stimuler la croissance économique à grande échelle et promouvoir le développement et ;
- Faire progresser la paix et la sécurité régionales »<sup>12</sup>.

Les récentes analyses américaines<sup>13</sup> de la situation dans la région de la Corne de l'Afrique font ressortir que :

- L'Érythrée, sortant de son isolement, grâce à la paix retrouvée avec l'Éthiopie, cherchera à établir des partenariats stratégiques avec des États qui ne lui reprochent pas son autoritarisme, qui ne sont autres que la Chine et la Russie.
- La réouverture de l'Érythrée sur le monde menace également Djibouti, qui sera amené à renforcer ses liens avec la Chine, qui a établi sa première base militaire à Djibouti en 2017.
- La Chine cherchera à tirer parti de son rôle important dans l'économie éthiopienne lors des privatisations annoncées en Éthiopie.

11. Pour plus d'informations sur la question, voir : « La Chine et l'Éthiopie : entre affinités autoritaires et coopération économique par Jean -Pierre Cabestan, in perspectives chinoises N° 2012/4

12. Voir : <https://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/2859.htm>

13. Voir : <https://www.criticalthreats.org/wp-content/uploads/2018/09/2018-09-12-Ethiopia-written-testimony.pdf>

## Les récents développements

L’Ethiopie comptait, au début du siècle, comme un partenaire incontournable des USA dans la lutte mondiale contre le terrorisme, notamment dans la région de la Corne de l’Afrique. Le pays a eu un rôle de premier ordre dans la lutte contre le terrorisme en Somalie, rôle qui lui vaut non seulement la considération de l’administration américaine, mais également une assistance soutenue en termes de sécurité et de renseignement. Parallèlement, l’Ethiopie conservait des liens très étroits et privilégiés avec la Chine en matière économique et politique, au point de paraître comme l’un des nœuds du projet chinois de nouvelle route de la soie. Cette dualité n’a jamais rassuré les Américains, d’autant plus que l’implantation militaire de la Chine à Djibouti risquait d’étendre le partenariat sino-éthiopien, principalement politico-économique, au domaine de la sécurité et de la défense. Une telle extension risquait de faire sortir définitivement les USA du théâtre éthiopien.

L’administration américaine va alors saisir l’opportunité des changements survenus en Ethiopie en 2018, pour tenter de mieux asseoir l’influence américaine dans le pays. En effet, les nouveaux changements font émerger dans le pays des facteurs favorables aux USA :

- Les troubles qu’avait connus l’Ethiopie depuis 2015, et qui ont abouti à l’affaiblissement du TPLF au sein de la majorité gouvernante, étaient initiés en majorité par des ressortissants éthiopiens basés aux USA.
- La plupart des initiateurs de ces troubles sont aujourd’hui retournés en Ethiopie et certains même se trouvent aux commandes du pays.
- Le nouveau premier ministre développe une idéologie proche de la démocratie libérale que du modèle politico-économique chinois.
- Le TPLF, proche de l’idéologie chinoise, est presque mis en marge au sein de l’EPRDF.

Les USA ont ainsi trouvé la brèche qui leur permet au moins de faire jeu égal avec la Chine en Ethiopie. Le pays retrouve une place au centre de la politique américaine en Afrique. Le nouveau secrétaire-adjoint du Bureau des affaires africaines des États-Unis, Tibor Nagy, avait, en septembre 2018, déclaré aux membres du sous-comité des affaires étrangères de la Chambre des députés à Washington, que les USA devraient soutenir l’Ethiopie et renforcer leurs liens avec ce pays. Pour le responsable

américain, le pays avait opéré des changements historiques et avait besoin de l’appui des USA pour renforcer ses réformes. **Sans cet appui, Nagy estime que la nouvelle Ethiopie serait fragile.** Lus entre les lignes, les propos du responsable américain peuvent s’interpréter comme s’adressant également à l’Ethiopie, pour lui signifier que leur seule voie de salut se trouve dans la coopération avec les USA<sup>14</sup>.

L’Ethiopie ressort, donc, comme l’un des principaux espaces africains de la confrontation sino-américaine. Les USA misent grandement sur les dernières orientations du pouvoir éthiopien pour renforcer leur influence dans la région. Ils semblent, pour ce faire, impliquer de plus en plus leurs alliés du Golfe (Arabie saoudite et Emirats arabes Unis). Quelle serait la réaction de la Chine et jusqu’où peut aller la rivalité sino-américaine, sont les questions qui restent en suspens et dont les réponses présideraient aux mutations géopolitiques dans la région, en particulier, et dans le continent africain, en général.

---

14. Hassen Hussein, universitaire et écrivain basé au Minnesota, avait déclaré que la résolution HR-128 adoptée par la Chambre des représentants des USA, juste après l’entrée en fonction d’Ahmed Abiye, accordait des largesses au gouvernement éthiopien pour l’aider à résoudre certaines questions, à condition que les réformes soient réussies : "La nouvelle résolution rappelle au gouvernement éthiopien que s’il échouait dans sa réforme, il ne pouvait plus compter sur les largesses américaines pour contenir les problèmes chez lui"

## A propos de l'auteur, Abdelhak Bassou

**Abdelhak Bassou** est Senior Fellow à l'OCP Policy Center. Ancien préfet de police, il fut investi de plusieurs responsabilités au sein de la Direction Générale de la Sûreté Nationale Marocaine dont chef de la division de la police des frontières de 1978 à 1993 ; Directeur de l'Institut Royal de Police en 1998 ; Chef des Sûretés régionales (Er-Rachidia 1999-2003 et Sidi Kacem 2003-2005) et également Directeur Central des Renseignements Généraux de 2006 à 2009. Il a également participé aux travaux de plusieurs instances internationales dont le Conseil des Ministres arabes de l'intérieur de 1986 à 1992, où il a représenté la Direction Générale de la Sûreté nationale dans plusieurs réunions. Abdelhak Bassou est titulaire d'un Master en études politiques et internationales de la Faculté des sciences juridiques, économiques et social d'Agdal à Rabat sur un mémoire intitulé « L'Organisation Etat Islamique, naissance et futurs possibles ».

## A propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South, anciennement OCP Policy Center, est un think tank marocain basé à Rabat, Maroc, qui a pour mission la promotion du partage de connaissances et la contribution à une réflexion enrichie sur les questions économiques et les relations internationales. A travers une perspective du Sud sur les questions critiques et les grands enjeux stratégiques régionaux et mondiaux auxquels sont confrontés les pays en développement et émergents, Policy Center for the New South offre une réelle valeur ajoutée et vise à contribuer significativement à la prise de décision stratégique à travers ses quatre programmes de recherche: Agriculture, Environnement et Sécurité Alimentaire, Économie et Développement Social, Economie et Finance des matières premières, Géopolitique et Relations Internationales.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



### Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,  
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)